



Amara Benyounès (MPA) à Tizi-Ouzou

«Le changement s'opère par la démocratie et non par la rue ou le coup d'Etat»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4149 - Dimanche 16 avril 2017 - Prix : 10 DA

F. Houria alias «Aïcha»

Le cadavre de la terroriste découvert à Skikda

Page 24

En l'absence totale de contrôles et normes d'hygiène

Des fromages exposés au soleil et vendus sur les trottoirs

Page 4

Ce que «Make America great again» veut dire

Par Mohamed Habili

Pour une nouvelle administration dont le chef s'est fait élire au moins en partie pour sa différence, réelle ou supposée, avec sa rivale démocrate à la réputation de va-t-en-guerre bien établie, celle de Donald Trump s'est redéployée en moins d'une semaine sur trois fronts différents : en Syrie, en Afghanistan, et au large de la péninsule de Corée, dans le but de tenir en respect Pyongyang qui menace de procéder à un autre test nucléaire. Sur deux de ces fronts, la Syrie et la Corée, ce qui se joue n'est rien moins que la paix dans le monde. Il faut néanmoins dire à sa décharge qu'elle se serait bien passée pour le moment d'un regain de tension avec Pyongyang, après son attaque aux missiles contre une base aérienne syrienne, entièrement de son initiative quant à elle. C'est la Corée du nord qui l'a attirée dans ses eaux en faisant comme par hasard l'annonce d'un nouveau test, peut-être nucléaire peut-être non, ce qui de toute façon ne peut que mettre à vif les nerfs de ses alliés dans la région, et d'abord le Japon qui déjà envisage d'évacuer ses ressortissants vivant en Corée du Sud. L'armée américaine a peut-être les moyens de mener deux guerres à la fois, mais tout de même pas deux guerres avec des puissances nucléaires. Si elle s'engage en Syrie pour renverser le régime en place, ce sera en effet à la Russie qu'elle se trouvera bientôt confrontée.

Suite en page 3

Pyongyang : «Répondre à une guerre totale par une guerre totale»

Vive tension entre Corée du Nord et Etats-Unis



Un anniversaire sous haute tension. Pyongyang, qui commémorait hier le 105^e anniversaire de la naissance de Kim Il-Sung, fondateur de la «dynastie», a brandi la menace nucléaire contre les Etats-Unis. Les relations se tendent sérieusement entre les deux pays. [Lire page 2](#)

Peinture

Amar Briki dévoile son exposition «Fragments intimes»

Page 13

Ouverture du show-room Condor à Dakar

«Condor Electronics» à la conquête de l'Afrique

Page 5

Pyongyang : «Répondre à une guerre totale par une guerre totale»

Vive tension entre Corée du Nord et Etats-Unis

■ *Un anniversaire sous haute tension. Pyongyang, qui commémorait hier le 105^e anniversaire de la naissance de Kim Il-Sung, fondateur de la «dynastie», a brandi la menace nucléaire contre les Etats-Unis. Les relations se tendent sérieusement entre les deux pays.*

Par Meriem Benchaouia

A lors que Donald Trump a promis de «régler le problème, seul s'il le faut», le régime stalinien a montré ses muscles. Très véhément, le numéro 2 du régime, Choe Ryong-Hae, a promis de «répondre à une guerre totale par une guerre totale» à l'ennemi américain. «Nous sommes prêts à répliquer à toute attaque nucléaire par une attaque nucléaire de notre façon», a-t-il martelé alors que le porte-avions américain Carl Vinson et sa flottille font route vers la péninsule coréenne. Ces déclarations ont été suivies d'une grande parade militaire où de nouveaux missiles de longue portée ont été présentés à la foule. Les observateurs internationaux estiment que la Corée du Nord pourrait réaliser un 6^e tir nucléaire dans les jours à venir. De son côté, les Américains ont lancé la «mère de toutes les bombes» en Afghanistan. Façon aussi de raidir le bras-de-fer. Dans une déclaration diffusée vendredi par KCNA, l'agence de presse officielle de la Corée du Nord, l'armée nord-coréenne avait quant à elle assuré que les bases américaines en Corée du Sud, «tout comme les quartiers généraux du Mal», tels que la présidence sud-coréenne à Séoul, seraient «pulvérisés en quelques minutes» en cas de guerre. Ce discours de Choe, hier, a précédé la parade elle-même, lors de laquelle des milliers de soldats ont défilé au pas de l'oeil devant le leader du régime, Kim Jong-Un, après avoir patienté des heures dans des centaines de camions alignés le long des rives du Taedong, le fleuve qui traverse la capitale nord-coréenne.

La Russie «très inquiète»

Outre la célébration de «Jour du Soleil», nom officiellement donné au jour de la naissance de Kim Il-Sung (15 avril 1912 - 8



juillet 1994), le grand-père de l'actuel numéro un Kim Jong-Un, il s'agit pour ce pays communiste isolé sur la scène internationale d'adresser un message sans équivoque aux Etats-Unis, à la Corée du Sud et au Japon sur sa puissance militaire. Selon de nombreux observateurs, la Corée du Nord, dont le programme nucléaire est à l'origine de tensions internationales grandissantes, pourrait profiter de cette date-anniversaire pour procéder ce samedi à un nouveau tir de missile balistique, voire à son sixième essai nucléaire, deux manœuvres interdites par la communauté internationale. Avant de promettre de «traiter» le «problème» nord-coréen, jeudi, le président Donald Trump avait annoncé l'envoi vers la péninsule coréenne du porte-avions Carl Vinson et de trois navires lance-missiles, puis évoqué une «armada» comprenant des sous-marins. Un déploiement qualifié d'«insensé» par le régime de Pyongyang. De son côté, la Chine a averti qu'un «conflit peut éclater à tout moment» : quoiqu'il en sera à l'origine «devra assumer une responsabilité historique et en payer le prix», a martelé le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, répétant que «le dialogue est la seule issue». «Très inquiète», la Russie a de son côté appelé toutes les parties à la «retenue»

et mis en garde contre «toute action qui pourrait être interprétée comme une provocation».

«La mère de toutes les bombes» pour avertissement

Selon les analystes de «38 North», un site internet qui fait autorité sur le régime nord-coréen et qui s'appuie sur plusieurs images satellites récentes, le site d'essais nucléaires de Punggye-ri est «amorcé et prêt» à servir. Pyongyang est pourtant sous le coup de nombreuses sanctions imposées par les Nations unies en raison de ses programmes nucléaires et balistiques et de son ambition de se doter d'un missile capable d'atteindre les Etats-Unis. La Corée du Nord a déjà effectué cinq tests nucléaires, dont deux l'année dernière. Fin mars-début avril, la République populaire démocratique a effectué trois tirs de missiles balistiques qui ont atteint la mer du Japon. Jeudi, une semaine après avoir frappé la Syrie, les Etats-Unis ont utilisé en Afghanistan la plus puissante bombe américaine non-nucléaire jamais larguée, surnommée «la mère de toutes les bombes». Le largage de cette bombe, qui intervient au moment où les tensions sont exacerbées avec Pyongyang, a été largement interprété comme un signal



adressé à la Corée du Nord. Pékin plaide depuis plusieurs semaines pour une solution dite de «suspension contre suspension» : Pyongyang doit interrompre ses activités nucléaires et balistiques et Washington ses exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, des manœuvres annuelles considérées par le Nord comme une provocation. Les Etats-Unis rejettent le plan chinois. Mais la Chine juge qu'il s'agit de «la seule option réalisable» et met Washington au défi d'avancer «une meilleure proposition».

Pékin veut l'aide russe pour «apaiser la situation»

La Chine souhaite coopérer avec la Russie pour «contribuer à apaiser au plus vite la situation» autour de la Corée du Nord, a déclaré le ministre chinois des

Affaires étrangères Wang Yi à son homologue russe, Sergueï Lavrov. «L'objectif commun de nos deux pays est de faire revenir toutes les parties à la table des négociations», a indiqué M. Wang lors d'une conversation téléphonique avec M. Lavrov vendredi soir, selon un communiqué publié sur le site internet du ministère. «La Chine est prête à coordonner étroitement avec la Russie afin de contribuer à apaiser la situation sur la péninsule et encourager les parties concernées à reprendre le dialogue», a indiqué vendredi soir le chef de la diplomatie chinoise. Wang Yi fait allusion aux pourparlers à Six (Corées, Japon, Russie, Chine et Etats-Unis) interrompus depuis des années. «Empêcher la guerre et le chaos sur la péninsule est conforme aux intérêts communs de Pékin et de Moscou», a-t-il souligné.

M. B./Agences

La Corée du nord dévoile un missile mer-sol balistique

Pyongyang a dévoilé pour la première fois, hier, un missile mer-sol balistique stratégique (MSBS). En effet, la Corée du Nord a déployé ce qui semble être de nouveaux missiles de longue portée et des missiles mer-sol tirés à partir de sous-marins, au moment où un porte-avions américain à propulsion nucléaire fait route vers la péninsule coréenne. La version récente du missile balistique sol-air à longue portée de type Lightning, testé il y a un an et dont la portée est de 100 km, ainsi que le missile MSBS de type Polaris d'une portée de 1 000km, ont été dévoilés.

R. I.

Selon «The Guardian»

Les zones de conflits, des «laboratoires» pour les armes de l'Occident

L'Occident utilise les zones de conflits dans le monde comme des «laboratoires» pour tester ses armes, a écrit le quotidien britannique *The Guardian*, hier, au lendemain de l'utilisation de la plus puissante bombe non nucléaire par les Etats-Unis, en Afghanistan. «Par le passé, les colonies au nord de l'Afrique, au Moyen-Orient et au Sud-Est de l'Asie, ont servi de laboratoire pour l'Occident afin de tester l'impact et l'efficacité de ses nouveaux jouets mortels, et ce n'est pas différent aujourd'hui», a souligné le journal dans un article opinion. L'auteur du texte note que même si «personne n'a de la sympathie» pour le groupe terroriste auto-proclamé Etat Islamique (EI/Daech), tout le monde «trouve étrange» que les Etats-Unis larguent leur plus gigantesque

bombe non-nucléaire, la cible étant de détruire des tunnels souterrains. L'explication, le journaliste, écrivain et professeur, Mustafa Bayoumi, la trouve dans l'histoire qui «renseigne que l'Occident s'est toujours servi de ses colonies comme laboratoire pour ses plus récentes et les pires de ses armes de guerre». Il est rappelé qu'en novembre 1911, la Libye, convoitée par l'Italie, était le premier pays à subir un bombardement aérien. En 1920, la Grande-Bretagne a occupé l'Irak, et pour faire face à la révolte populaire, sa Royal Air Force a usé d'une nouvelle stratégie de bombardements aériens. L'article rappelle que l'ancien Premier ministre britannique, Winston Churchill, avait écrit en 1919 une note de service indiquant qu'il était «fortement en faveur de l'utilisation

des armes chimiques contre les tribus non civilisées». En 1920, le maréchal de la «Royal Air Force», Hugh Trenchard, reconnu aujourd'hui comme l'un des premiers défenseurs des bombardements stratégiques, avait expérimenté les bombes à gaz sur «les indigènes». Les Etats-Unis ont utilisé leurs premières munitions à l'uranium appauvri pendant la guerre du Golfe de 1991. Un total de 320 tonnes ont atterri en Irak dans cette guerre, souligne le texte, qui précise que l'uranium appauvri a une durée de vie de 4,5 milliards d'années. Les résultats ont été «spectaculièrement terribles à travers l'Irak, avec des malformations congénitales et les taux de cancer très élevés dans tout le pays». Aujourd'hui encore, la guerre aérienne a été «innovée», avec le prétexte de lutter

contre les peuples «non civilisés», est-il relevé. L'exemple de la Syrie est cité, où les forces militaires étrangères «testent de nouveaux missiles de croisière et des bombardiers à longue portée». Outre la Syrie, la Libye, l'Irak et l'Afghanistan «souffrent terriblement du laboratoire de la mort et la destruction de l'Occident» qui ont des conséquences ravageuses sur l'humanité et sur l'environnement. Les bombes de cette ampleur (mère de toutes les bombes) constituent une attaque, pas seulement contre l'humanité, mais aussi «contre toutes les formes de vie», conclut l'article. Le même quotidien a publié un autre article dans lequel les bombardements en Syrie, en Afghanistan ont été qualifiés d'«obsèques et inutiles».

Safy T./APS

Amara Benyounés (MPA) à Tizi-Ouzou

«Le changement s'opère par la démocratie et non par la rue ou le coup d'Etat»

■ Le président du parti du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounés, a sévèrement critiqué hier, les partisans du boycott des législatives du 4 mai prochain en les qualifiant de ceux qui croient encore à un changement par le coup d'Etat, lequel scénario est impensable, en soutenant que «notre armée est républicaine et respecte les lois et la Constitution et qui est au service de son peuple».

Par Hamid Messir

Pour lui, l'élection est la seule et l'unique issue à tous les problèmes auxquels est confronté notre pays. Animant un meeting électoral à Tizi Ouzou, Amara Benyounés n'a pas manqué, dans le même sillage, de rappeler que l'autre voie à laquelle d'autres y croient pour opérer le changement dans notre pays, à savoir, par «la rue» ne conduit que «vers le chaos» citant l'exemple des pays ayant connu ce qui est communément appelé «le printemps arabe». Le président du MPA a mis l'accent dans son discours sur la nécessité de s'éloigner de tels scénarios et se réferer qu'à la voie démocratique pour construire l'Algérie de demain et l'immuniser contre tout danger pouvant venir de l'extérieur. Soulignant l'urgence de lancer de profondes réformes dans l'économie du pays et opter pour un autre modèle autre que celui basé sur le socialisme, Amara Benyounés avertit que «s'il y a une jonction entre les deux crises, économique et sécuritaire, la situation peut



PH. D. R.

devenir extrêmement dangereuse». Et que pour mettre en œuvre de telles réformes, la paix et la stabilité du pays doivent être préservées à tout prix, selon le premier responsable du MPA. En évoquant la question identitaire, Amara Benyounés a d'abord rappelé les étapes du combat consacrées par la constitutionnalisation de tamazight comme langue nationale et officielle avant de souligner que

«tamazight n'est pas et ne doit jamais constituer ce fonds de commerce pour certains partis politiques». Pour le président du MPA, le développement de tamazight pour la promouvoir en langue scientifique est l'affaire des «spécialistes et d'experts dans le domaine» et que «les partis n'ont plus rien à faire dans ce combat pour qu'elle devienne langue nationale et officielle à part entière». Aux habitants de la

Kabylie, Amara Benyounés a lancé l'importance qu'il y est plus de paix et de stabilité dans la région afin qu'elle se développe et profite des programmes publics inscrits à son actif. Pour lui, il n'est pas dans l'intérêt de la région que des routes soient fermées et que des habitants s'opposent à l'implantation des projets.

H. M.

Ould Abbès appelle au calme, Ouayahia relève le plafond du logement social Tous les arguments sont bons pour convaincre

Au septième jour du lancement de la campagne électorale, les candidats des partis et listes indépendantes en concurrence pour les 462 sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour les législatives du 4 mai 2017 peinent à trouver oreilles attentives et intéressées à leurs discours électoraux.

Hier, à partir de Médéa, Djamel Ould Abbès, SG du FLN, qui «refuse de sortir du cadre civilisé», a affirmé que son parti «refuse d'être entraîné dans des débats violents et vindicatifs». Le FLN a opté pour un discours pacifique et rassembleur et ne compte, aucunement, renoncer à ce choix, invitant, à cet égard, les candidats du parti à éviter de répondre aux provocations émanant des autres concurrents, a-t-il assuré, avant d'annoncer le renouvellement de sa confiance aux élus de son parti qui ont réalisé un bon score lors des législatives de 2012.

Pour sa part, Ahmed Ouayahia, SG du RND qui était en campagne à Mila, dira que son parti relèvera à 60 000 DA le plafond de salaires des demandeurs éligibles au logement social pour permettre à un plus grand nombre de citoyens fonction-

naires d'accéder à un logement. Evoquant la jeunesse, il proposera une prime scolaire mensuelle accordée aux ménages pour la prise en charge de la scolarité de leurs enfants et, par là même, le renforcement des acquis de l'Algérie en matière d'éducation.

A une semaine de son lancement, la prise de température de l'ambiance de la campagne électorale en prévision de la nouvelle législature de 2017 indique franchement une certaine hypothémie électorale contrairement aux expériences, il y a encore quelques années, pour pareille circonstance. Durant presque une semaine, les partis ayant épuisé les discours sur la nécessité d'un «vote massif» qui attestera de la «crédibilité» de ces échéances électorales, «la préservation de l'unité nationale», les programmes économiques considérés comme une alternative pour la sortie de la dépendance des hydrocarbures... qui finalement n'ont pas suscité l'intérêt escompté auprès des électeurs, la campagne électorale se poursuit bon vent mauvaise fortune.

Ainsi, si les candidats des partis et des formations politiques et autres listes indépen-

dantes en concurrence pour les 462 sièges de l'APN multiplient leurs déplacements à travers le territoire national pour y tenir leurs meetings et rencontres de proximité durant lesquels ils incitent les électeurs à se présenter massivement aux urnes le 4 mai prochain, les citoyens, eux, préfèrent vaquer à leurs occupations quotidiennes. N'étant plus désormais accrochés par la politique d'une manière générale et encore moins par l'acte de vote en lui-même, ces derniers, «désus d'entendre à chaque fois les mêmes discours électoraux, les mêmes promesses sans lendemain», ne cachent plus leur désamour vis-à-vis de ces élections. Preuve en est, argument-ils, «une multitude de partis politiques dont les programmes, en fin de compte, ne les distinguent pas vraiment». «Différentes questions essentielles pour la société ont été occultées, ou alors juste effleurées par les partis, à l'instar du développement dans les quartiers d'infrastructures destinées aux différentes disciplines sportives, éducatives et culturelles afin de contourner les jeunes de la drogue et de la petite criminalité», ont déploré les électeurs.

Un désenchantement qui est tout aussi renvoyé lors des différents meetings populaires organisés par les partis politiques où hormis leur base électorale, leurs cadres et autres responsables, seuls quelques curieux viennent y prêter oreille. En effet, mis à part les meetings tenus par les chefs de partis, notamment le FLN, le RND et MPA ainsi que les partis des Alliances islamistes qui parviennent à plus ou moins remplir les salles, c'est pratiquement une campagne sans public pour la majorité, comme cela a été le cas avant-hier dans la wilaya de Souk Ahras. C'est d'ailleurs ce qui a fait que certains patrons de partis, tout comme leurs têtes de listes, ont opté d'aller eux-mêmes vers les électeurs en multipliant des rencontres de proximité où ils espèrent être plus convaincants. D'autre part, même si cela relève de l'incivisme, à Alger, Annaba, Guelma... des affiches de listes de candidats à ces législatives de 2017, sans distinction partisans aucune, ont été grillochées voire même déchirées. Un état de fait pour lequel la Tolle n'échappera pas en ce sens où les internautes, sur les réseaux sociaux, s'adonnent à la dérision

LA QUESTION DU JOUR

Ce que «Make America great again» veut dire

suite de la page Une

Logiquement, elle ne devrait rien entreprendre susceptible de déboucher sur ce scénario. Le problème, c'est que logiquement elle n'aurait pas dû lancer d'attaque contre la Syrie tout en sachant que celle-ci est sous la protection de la Russie, qui ne la laisserait pas tomber sans que l'agression ne finisse par s'étendre jusqu'à elle. C'est aussi elle-même que la Russie défend en défendant son alliée la Syrie. On connaît le rôle du jeu des alliances dans le déclenchement des grandes guerres. Et puis les intérêts des grandes puissances sont partout où il y a un conflit dans le monde tel qu'il est aujourd'hui. Le déplacement de Rex Tillerson à Moscou avait surtout pour objectif d'obtenir de la Russie qu'elle abandonne la Syrie à son sort. Il n'y avait qu'à le voir pendant la conférence de presse avec son homologue russe pour comprendre de quel message il était porteur. Là-dessus survient la menace d'un nouveau test nord-coréen, peut-être sans lien aucun avec la tournure des événements en Syrie. Mais le fait est que l'administration Trump, dont on comprend maintenant la signification exacte de son principal slogan de campagne, «Make America Great Again», n'a plus un seul client à satisfaire mais deux. Fort heureusement, il y a l'Afghanistan, cet exutoire, où une expérimentation de force peut être menée sans risque d'un embrasement dans l'immédiat. La bombe géante lancée sur un repaire sous-terrain de terroristes était plus destinée à contenir les électeurs de Trump qu'à entamer les forces de Daech. On se demande comment les Afghans ont pu compter avec autant de précision les terroristes tués par MOAB (Mother Of All Bombs) dans les débris de la montagne sur quoi elle est tombée, et qu'elle a pour ainsi dire effacée de la carte. On savait qu'avec Trump, ça promettrait, qu'il y avait tout à croire sauf l'ennui, mais tout de même pas à ce point. Il n'a pas encore passé trois mois pleins à la Maison-Blanche que deux guerres se profilent déjà avec netteté à l'horizon : une avec les alliés de la Syrie et l'autre avec la Corée du Nord, les premiers comme la seconde décidée à rendre coup pour coup.

M. H.

tant en commentaires des activités partisans que sur les affiches et slogans des partis en lice.

Linda Naili

En l'absence totale de contrôles et normes d'hygiène

Des fromages exposés au soleil et vendus sur les trottoirs

■ Faire ses emplettes dans les marchés populaires est devenu pour le citoyen algérien chose incontournable. A la fois, pour économiser sur les prix qui sont moins chers dans ces souks, mais aussi, une tradition ancrée avec le temps dans les us.

Par Yacine Djadel

Depuis quelques années, la qualité et les conditions d'achat et de vente s'est dégradée. La preuve, des produits frais de première consommation tels que les fromages et dérivés sont vendus sans aucune norme d'hygiène. Des fromages de toutes sortes sont exposés sur des tables sous un soleil de plomb, des heures durant. Ils sont mis en vente à même le trottoir et cédés à des prix défiant toute concurrence pour aguicher les consommateurs. Les mêmes qui sont prêts à tout pour gratter un sou en ces périodes difficiles. Lorsqu'on déambule dans les marchés de la capitale, pour ne citer qu'Alger, on est d'emblée saisi par cette réalité. Une dérive commerciale lucrative pour certains commerçants véreux mais au détriment de la santé des gens, au vu des autorités concernées qui ferment les yeux, et des consommateurs aveuglés par un marketing de trottoir et assassin. Ainsi, avec les poussées de chaleur ayant caractérisé ces journées de printemps, gruyère, gouda, fromage rouge et roquefort, ces variétés de fromage frais qui, normalement se conservent à des températures entre 6 et 8° c, sont vendus sans nul respect de la chaîne du froid. De ce fait, pas besoin de rappeler aux citoyens que ce non-respect des normes en matière d'entreposage, de stockage

ainsi que la bonne application des conditions de la chaîne du froid engendre des conséquences néfastes sur la santé publique. A ce propos, pas besoin d'aller plus loin, il n'y a qu'à constater le nombre considérable d'intoxications alimentaires que connaît, chaque année, l'Algérie, pour cerner la gravité de la situation. Elles sont dues à un des produits frais vendus, et ce, après avoir été exposé sous la chaleur et la poussière pendant des journées entières. Plusieurs cas d'intoxi-



cation ont été enregistrés, notamment durant la période estivale. En l'espace de 15 jours seulement, les structures de santé sur le territoire national ont compté pas moins de 600 cas d'intoxications alimentaires pour l'année 2016. Pour cause, des millions d'Algériens ont pris la fâcheuse habitude de consommer aveuglément. Sur ce point, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a, ayant



effectué, jeudi, une visite d'inspection dans la polyclinique 8-Mai 1945 à Bab Ezzouar n'a pas manqué de rappeler l'engagement de son département à lutter contre ce mal. On va lancer une large campagne de sensibilisation afin d'éradiquer définitivement les cas d'intoxications alimentaires et de diminuer aussi les causes de ce phénomène dû essentiellement au manque d'hygiène alimentaire et à la sensibilisation. Pour ce faire, M. Boudiaf a instruit les directeurs de la santé des 48 wilayas pour installer, au moins, un médecin spécialiste en épidémiologie dans chaque structure de santé. Une démarche louable de la part

du ministère de la Santé, en vue de protéger le citoyen. Toutefois, pour stopper véritablement le phénomène, il est plus logique de s'attaquer aux causes avant de vouloir soigner les symptômes. Pour cela, il revient aux autres ministères de renforcer les contrôles en vue d'éradiquer le commerce parallèle qui impacte négativement la consommation du citoyen. Joint par téléphone, Elhadj Tahar Boulouneou, président de l'association nationale des commerçants et artisans (ANCA), a non seulement dénoncé ce genre de pratique dangereuse pour le consommateur, mais aussi précisé à qui incombe la responsa-

Ph.D.R.

bilité en premier.
Eradiquer ces ventes dangereuses :

C'est aux APC de renforcer les mesures de contrôle, selon Boulouneou

Afin de venir à bout à tout ce créneau informel de commerce dangereux pour la santé des citoyens, les premières autorités qui doivent réagir, d'après le président de l'association nationale des commerçants et artisans (ANCA), ce sont les APC, car en fonction de la loi, c'est à elles qu'il incombe de freiner ce genre de pratique. «Les représentants des directions du commerce des wilayas du pays, interviennent juste pour ce qui est des commerces réglementés. Ils inspectent et contrôlent les différents commerces possédant un registre du commerce et autres», a-t-il rappelé. Ajoutant que «pour en finir avec ces commerçants indécents qui vendent n'importe où, sans local ni autorisation, et qui affichent par dessus tout des soldes pour faire écouler des produits fraîchement dépréciés, les APC et daïras sont obligées d'intervenir pour les sanctionner. Avec l'avènement du ramadhan et de l'été, les demandes sont en plus accrues concernant les aliments frais. La solution est de respecter la chaîne de froid et instaurer à tout prix les conditions d'hygiène et de sécurité alimentaires adéquates», a-t-il fait savoir. **Y. D.**

Programme de logement à Bouira

L'habitat rural se taille la part du lion

L'habitat rural à Bouira se taille la part du lion dans le programme global de logement attribué à cette wilaya du centre du pays avec un taux de 60 %, a fait savoir samedi le directeur de logement, lors d'une rencontre ayant regroupé les autorités locales de la wilaya avec la société civile. 60% du programme de logement attribué pour la wilaya de Bouira est consacré à l'habitat rural compte tenu du fort engouement des citoyens sur ce type de logement, a souligné M. Yahiaoui lors de cette rencontre organisée à la maison de la culture, Ali Zaâmoum de la ville de Bouira. Selon les statistiques recueillies à cette occasion, la wilaya de Bouira a bénéficié, durant la période allant de 2005 à ce jour, d'un programme de 48 944 unités de logement rural destinées notamment à l'éradication de l'habitat précaire en milieu rural et pour freiner aussi l'exode rural qu'ont connu quelques villages de la wilaya. Ces 48 944 unités, un total de 43 461 unités a

déjà été achevé, alors que 4 623 autres unités sont en cours de réalisation et 860 autres ne sont pas encore lancés, a détaillé le directeur de logement lors de son intervention, précisant que l'objectif tracé pour cette année 2017 est de lancer les 860 unités non lancées ainsi que de réceptionner quelques 4000 logements ruraux. Grâce au programme de l'habitat rural, financé à hauteur de plus de 50 % par l'Etat, que les habitants de plusieurs villages et localités montagneuses enclavées ont pu construire leurs propres maisons et rester dans leurs villages pour reprendre leurs activités et projets agricoles, a encore souligné le directeur de logement.

Logement social : attribution de 2 000 unités d'ici à la fin de l'année

Durant la même période allant de 2005 à ce jour, la wilaya a bénéficié d'un programme glo-

bal de 20 325 unités dont 11 766 ont été achevés et 6 665 autres sont en cours de réalisation alors que 990 autres logements sont à l'arrêt, selon les chiffres fournis par le même responsable. Dernier a fait savoir à cette occasion que 2 000 logements sociaux devraient être attribués d'ici à la fin de l'année en cours pour répondre à la forte demande enregistrée dans ce type de logement au niveau des différentes communes de la wilaya. Les travaux sont en cours et le wali Mouloud Chérifi suit d très près l'évolution des chantiers pour que ceux-ci soient livrés dans les délais prévus, a-t-il dit. Avec l'attribution de ce quota, la wilaya aura apaisé la tension sur ce type de logement notamment au niveau du chef lieu de la wilaya et les grandes villes à l'image notamment de Sour El-Ghozlane, M'Chedallah, Lakhdaria et Ain Bessam, où plusieurs actions de protestations avaient eu lieu ces derniers mois. Pour ce qui est du loge-

ment socio-promotionnel (LSP), Bouira a bénéficié de 4 379 logements dont 3 300 unités sont achevées et 876 autres en cours de réalisation alors que 159 sont à l'arrêt et 44 autres unités ne sont pas lancés à ce jour, a détaillé M. Yahiaoui dans son rapport présenté lors de la même rencontre, faisant savoir que 390 unités seront réceptionnées d'ici à la fin de l'année en cours. S'agissant du logement promotionnel aidé (LPA), il connaîtra bientôt la réception de quelque 800 unités à travers toute la wilaya. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour la construction de 1036 autres unités, a ajouté le directeur de logement.

Logement AADL : 1 730 unités en cours de réalisation et 6 170 autres non lancées à ce jour

D'après les informations

recueillies lors de la présentation du rapport de la direction de logement, la wilaya de Bouira a bénéficié d'un programme de 8800 logements dans le cadre de l'agence de l'amélioration et de développement de logement (AADL), dont 5 000 dans le cadre d'un quota supplémentaire attribué à la wilaya il y a trois mois. Dans son rapport, M. Yahiaoui a précisé que 900 unités AADL avaient été déjà achevées alors que 1730 sont cours de réalisation et 6176 autres ne sont pas toujours lancés. Ce type de logement connaît un fort engouement des citoyens en raison du caractère de paiement facile dont il revêt (vente par location). A Bouira, des centaines de souscripteurs des programmes (AADL 2001) attendent impatientement leurs logements dont la majorité a payé leurs tranches financières exigées, alors que les souscripteurs de 2013 doivent attendre encore jusqu'à l'achèvement du programme en cours d'exécution. **Halima B./APS**

Ouverture du show-room Condor à Dakar

«Condor Electronics» à la conquête de l'Afrique

■ Le leader du marché algérien des produits électroniques, électroménagers et multimédia, Condor Electronics poursuit son envol vers d'autres cieux avec l'ouverture, avant-hier, de son nouveau show-room à Dakar, en partenariat avec un distributeur sénégalais, CCE Equipement.

Par Ali Zidane

La société sénégalaise dirigée par Yaram Bergan, homme d'affaires sénégalais ayant fait ses études en Algérie et qui garde une grande attache avec notre pays, ouvrira d'ici la fin de l'année 2017 une dizaine de points de vente au pays de la Teranga. L'enseigne représente aujourd'hui plus que la société citoyenne qu'elle a toujours été. Condor Electronics est un acteur économique national et régional, déterminé et novateur mais surtout engagé à faire du produit «Made in Algeria» une référence sur le marché algérien et international. Dans son déploiement sur le continent africain et dans une stratégie axée en grande partie sur l'Afrique et le Maghreb, Condor Electronics continue son expansion par la pénétration du marché sénégalais, cinq mois après l'ouverture du premier show-room en Afrique, dans la capitale mauritanienne, Nouakchott le 18 novembre dernier, en partenariat avec un distributeur local. Dans ce sens, Condor Electronics exprime de grandes ambitions pour l'export, avec un objectif de 50% de



chiffre d'affaires en provenance des exportations. Le leader algérien exprime aujourd'hui sa volonté de promouvoir le savoir-faire algérien et de mettre l'entreprise algérienne au cœur d'une dynamique économique internationale. La cérémonie d'inauguration a été marquée par la pré-

sence de Abderrahmane Benhamadi, président du Conseil d'administration de Condor Electronics, de l'ambassadeur d'Algérie au Sénégal, de plusieurs cadres dirigeants de la société Condor Electronics mais également de plusieurs officiels et médias algériens et internatio-

naux. Il y a lieu de souligner que le nouveau show-room de Condor Electronics à Dakar n'a rien à envier aux show-rooms locaux. Il a été conçu à l'image et aux standards de la marque, s'étalant sur une superficie de 300 m², et contenant les produits des différentes gammes de la

maison (téléphonie mobile, électroménager, ...). L'ouverture du show-room au centre même de la capitale sénégalaise n'est pas un hasard, Condor continue à être le plus proche de ses clients, misant sur la proximité et l'accessibilité.

A. Z.

Montage et fabrication de véhicules

Formation de la main-d'œuvre dès 2018

Dans une déclaration à la presse en marge d'une conférence sur la formation continue, M^{me} Akila Chergou, directrice de la formation continue et des relations intersectorielles au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a précisé qu'à partir de la prochaine année (2017-2018), de nouvelles spécialités seront introduites dans la formation continue, «en vue de répondre aux besoins des entre-

prises économiques en termes de main-d'œuvre», soulignant, à ce propos, que ces spécialités porteront sur le recyclage et récupération des matières plastiques, les mines, l'industrie du textile, ainsi que la fabrication et montage des véhicules. Le type de la formation continue est d'une grande importance pour l'Algérie, étant en accord avec la politique de diversification des sources de financement de l'économie nationale en dehors

des hydrocarbures, de la fourniture de la main-d'œuvre spécialisée, qui est en harmonie avec l'évolution technologique dans le monde», d'autant plus que l'Algérie a lancé récemment la fabrication et le montage des véhicules, a affirmé M^{me} Chergou. En outre et lors d'un débat animé au terme de la conférence, la responsable a rappelé qu'une convention a été signée début avril courant entre l'USTO d'Oran et l'institut MB de

Grenoble, portant création d'un parcours professionnalisant dédié à l'industrie automobile. Par ailleurs, M^{me} Chergou a indiqué que la politique de coopération adoptée par le secteur de la formation professionnelle «avait permis, à ce jour, de signer plus de 14 conventions-cadres dans le secteur économique, ayant débouché sur la signature, au niveau local, de plus de 11 000 conventions spécifiques qui ont permis la formation de plus de

600 000 travailleurs». A ce titre, M^{me} Chergou a précisé que le secteur de la formation continue prévoit prochainement la signature de 5 conventions, en vue de déterminer les besoins de 5 autres secteurs dans le domaine de la formation, y compris le tourisme, l'artisanat, l'industrie, la poste et TIC, l'environnement, ainsi que la santé et la réforme hospitalière. **Safia T./APS**

Algérie-Ethiopie

Signature de cinq accords de coopération

Les travaux de la 4^e session de La Commission ministérielle mixte algéro-éthiopienne ont été sanctionnés par la signature, à Alger, de cinq accords de coopération, à l'issue desquels les deux pays ont affiché leur engagement à insuffler une dynamique nouvelle aux relations bilatérales. Cinq accords ont été signés lors d'une cérémonie présidée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et son homologue éthiopien, Workneh Gebeyhu. Il s'agit de trois accords de coopération dans le secteur du commerce, de la communication et de la protection de la végétation et de la quarantaine végétale, alors que les deux autres accords concernent

des mémorandums d'entente dans le secteur de l'élevage et la pêche, et celui des ressources en eau. A cette occasion, M. Lamamra s'est «félicité des résultats de cette commission avec la signature de ces accords susceptibles d'insuffler une dynamique nouvelle à la coopération bilatérale dans le secteur économique et hisser le partenariat au niveau de la qualité des relations politiques particulières qu'entretiennent les deux pays». Pour M. Lamamra, il s'agit d'une étape qui permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives en vue du renforcement du partenariat entre les deux et la diversification des domaines de coopération», citant, à titre exemple, les secteurs du commerce et celui des chemins de fer. Il a souligné,

dans ce cadre, l'«importance d'impliquer le secteur privé pour atteindre les objectifs fixés à cet effet», à travers, notamment, la multiplication des échanges entre les opérateurs économiques des deux pays. M. Lamamra a fait part, par la même occasion, du projet ouverture d'une «ligne aérienne directe entre les deux pays d'ici la fin 2017, qui, au-delà de son impact dans le développement de la coopération économique, contribuera au rapprochement entre les peuples des deux pays». «La culture doit aussi occuper une place importante dans le renforcement des relations bilatérales à travers les échanges entre les deux parties», a-t-il souligné. Le ministre des Affaires étrangères, qui a mis en exergue la «conver-

gence de vues» des deux pays, a plaidé pour l'«intensification de la concertation politique» au niveau bilatéral, ainsi que continental et international. M. Lamamra a ajouté que «grâce à la volonté politique des deux pays et les orientations de leurs présidents», les relations bilatérales devront se renforcer davantage, et la 5^e session de la Commission mixte prévue à Addis-Abeba constituera une nouvelle occasion pour la consolidation de ces relations. Pour sa part, M. Gebeyhu a exprimé, également, sa «satisfaction de la réussite des travaux de cette 4^e session, dans la mesure où elle a été couronnée par la signature de cinq accords de coopération», a-t-il dit. Il a noté, à ce propos, que «les discussions, qui se sont déroulées dans un

esprit constructif, ont été fructueuses, ce qui permettra de donner un nouvel élan aux relations bilatérales en général, et à la coopération économique en particulier». Le chef de la diplomatie éthiopienne a appelé à «profiter de l'opportunité existante pour aller de l'avant dans cette coopération et hisser le niveau des relations à la hauteur des ambitions des deux pays et de leurs moyens», exprimant son «engagement pour la mise en œuvre des accords signés entre les deux pays pour la réalisation des objectifs tracés». Il a indiqué, en outre, que les «relations politiques excellentes entre les deux pays doivent contribuer au développement d'une coopération économique aussi excellente». **Salem K.**

Tizi-Ouzou

Relancer l'agriculture familiale pour créer de la richesse et de l'emploi

■ La relance de l'agriculture familiale permettra de créer de la richesse et de l'emploi dans les zones de montagne et de fixer les populations rurales, ont souligné, à Tizi-Ouzou, sur participants à une journée technique sur les petits élevages.

Par Lydia O.

Lors de cette rencontre abrégée jeudi par l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (Itmas), et organisée conjointement par cet établissement, les directions des services agricoles des wilayas de Tizi-Ouzou et de Béjaïa, et la Chambre d'agriculture de Tizi-Ouzou, les conférenciers ont ajouté que cette activité permettra de valoriser les richesses spécifiques à chaque territoire. Le subdivisionnaire de Sidi Aïch (wilaya de Béjaïa), Boualem Bellil, qui a présenté une communication sur les avantages et les défis de l'agriculture familiale, a indiqué, à ce propos, que cette activité est un moyen de stimuler l'économie locale et nationale, en permettant aux jeunes de créer leurs propres emplois dans leurs localités.

Plusieurs activités peuvent être développées dans la région de Kabylie qui a une tradition et un savoir-faire en la matière, telles que les élevages apicoles, caprins, ovins, avicoles et le maraichage, a-t-il dit. Des activités complémentaires dont la transformation des produits agricoles, la vente d'aliments, peuvent également être créées autour de cette agriculture familiale, a relevé M. Bellil. Ce même intervenant qui a rappelé que 40% de la production agricole mondiale est issue de l'agriculture familiale, a souligné que cette dernière offre également l'avantage de préserver l'environnement de la pollution et la santé du consommateur des maladies induites par l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides (cas de l'agriculture intensive), de lutter contre la pauvreté et de prévenir la dégradation du sol. Cette activité traditionnelle est la



Ph. > D. R.

mieux adaptée à la région de Kabylie où les terrains sont en grande partie privés et où les exploitations agricoles sont très morcelées et de superficie très réduite, a souligné de son côté le directeur de l'tmas, Tamene Saïd. Le représentant de la chambre d'agriculture de la wilaya Tizi-Ouzou a relevé un regain d'intérêt, ces dernières années, pour cette activité, notamment l'élevage familial.

«Nous recevons au niveau de la chambre beaucoup d'agriculteurs qui veulent faire revivre l'élevage familial qui contribue au développement économique et social des zones rurales», a ajouté ce même responsable qui a rappelé que par le passé presque chaque famille pratiquait un petit élevage (ovin, avicole, caprin ou cunicole). La relance de cette activité permettra de réduire la pression sur le

marché des viandes rouges et blanches notamment, ce qui contribuerait à une baisse et à une stabilisation des prix de ces produits, a-t-il ajouté. La rencontre s'est achevée par une présentation d'un pack d'élevage familial (ovin, caprin, avicole et cunicole) proposé par une entreprise privée. Il s'agit d'un bâtiment en charpente métallique avec un équipement d'élevage (citerne de 1 000 litres, extracteur, mangeoire, abreuvoir, humidificateurs).

L. O./APS

Ghardaïa

Une délégation polonaise s'enquiert des opportunités d'investissement

Les opportunités d'affaires et d'investissement qu'offre Ghardaïa dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont été mises en avant à l'occasion d'une visite de travail et de prospection du vice-président de l'Agence polonaise du marché agricole, Jaroslaw Olowski, jeudi et vendredi dans la région, a constaté un journaliste de l'APS. Accompagné de la responsable de la coopération internationale, M^{me} Magdalena Rowinska et de l'experte au service commercial de l'ambassade de Pologne à Alger, M^{me} Amel Kouri, le vice-président de l'Agence polonaise du marché agricole s'est montré fort intéressé par les atouts et les potentialités qu'offre la wilaya de Ghardaïa (600 km au sud d'Alger) dans le domaine de l'agriculture et de la production laitière, suite aux exposés des présidents des chambres d'agriculture et du commerce de Ghardaïa. Le président de la Chambre du commerce et d'industrie du M'zab, Saïd Alouani, a focalisé son exposé sur la filière lait à fort potentiel économique, qui connaît un processus de moder-

nisation, ainsi que sur la production de fromage, très développée et utilisée dans le cadre de l'élevage bovin dans la wilaya, insistant sur la nécessité de mettre en place à Ghardaïa des unités de production de lait en poudre pour réduire l'importation de cette matière et encourager les éleveurs à la production de lait. De son côté, le directeur de la Chambre agricole de Ghardaïa, Rabah Ouled El-Hadar, a mis en avant les potentialités et les produits agricoles dont regorge la wilaya, tout en évoquant le foncier agricole qui constitue un facteur essentiel pour l'investissement et le partenariat. Ainsi, le vice-président de l'Agence polonaise du marché agricole a indiqué que sa visite à Ghardaïa intervenait suite à la visite du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, en Pologne en mars dernier. «Je viens prospecter les possibilités d'investissement dans le domaine agricole en Algérie en général, et Ghardaïa en particulier, pour tenter de convaincre les sociétés polonaises à venir

investir en Algérie», a-t-il affirmé. Cette première rencontre avec les acteurs du secteur agricole de la région de Ghardaïa vise à s'enquérir des potentialités économiques de la région, son attractivité et les possibilités d'investissement, a fait savoir M. Olowski, ajoutant que cette rencontre permet d'établir une passerelle entre les agriculteurs des deux pays en vue d'un partenariat et aussi l'exportation des produits agricoles vers la Pologne, notamment des produits phénicoles et céréalières. Selon les membres de la délégation polonaise, cette visite à Ghardaïa a pour objectif de conforter les relations de coopération entre l'Algérie et la Pologne dans différents domaines ainsi que de prospecter les nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat entre les opérateurs économiques et hommes d'affaires des deux pays, notamment dans le domaine agricole. Des visites similaires seront organisées pour les investisseurs et autres producteurs de matériels agricoles polonais dans la région, a-t-on révélé

Hatem D.

Oum El Bouaghi Distribution avant la fin de l'année de près de 5 000 logements

UN TOTAL de 4 649 logements, tous types confondus, sera distribué «avant la fin de l'année 2017» dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué le wali, Djamel Eddine Berimi. Ces habitations, destinées à répondre aux besoins des citoyens, sont réparties sur 1 134 logements publics locatifs (LPL), 1 175 logements sociaux participatifs (LSP) et 2 340 logements ruraux, a précisé le responsable en marge du lancement du chantier de réalisation de 500 logements location-vente, faisant partie d'un programme de 2 700 unités. Les programmes d'habitat affectés à cette wilaya depuis l'an 2000, totalisent 70 188 unités, tous segments confondus, dont 50 048 logements ont été distribués, 12 706 habitations sont en cours, tandis que 4 112 autres n'ont pas encore été lancées, pour, a-t-on soutenu «des entraves administratives et techniques». Trente-six lotissements ont été créés dans 13 communes de la wilaya classées parmi les zones des Hauts-Plateaux.

R. R.

Skikda

Remise d'actes de concession et des permis de construire

Une cérémonie de remise de 39 actes de concession, des attestations de qualification et des permis de construire au profit d'entrepreneurs et investisseurs activant dans divers domaines dans la wilaya de Skikda a été organisée à la wilaya en présence des autorités locales. Douze attestations

de qualification dans les domaines de l'agriculture, l'industrie, les services, le tourisme, la pêche et la santé, neuf permis de construire dans les mêmes spécialités et dix-huit actes de concession de lots situés dans les diverses zones d'activités de la wilaya, dont celles d'El Harrouch, Azzaba, Kerkra, Ain

Cherchar, Collo et Filfila, ont été remis à cette occasion. Les actes de concession remis concernent des investissements dans l'industrie pharmaceutique, la construction, l'aquaculture, l'extension d'hôtels et autres, a-t-on révélé au cours de cette cérémonie qui a été une occasion pour le chef de l'exécutif local,

Mohamed Hadjar, d'écouter les préoccupations des investisseurs. L'objectif de ce genre de rencontre, a souligné M. Hadjar, est d'encourager les investissements, notamment dans les domaines créateurs de richesses et d'emplois.

S. F./APS

Libye

Les rivalités du nord s'étendent au sud

■ Carrefour de tous les trafics et longtemps marginalisé, le sud libyen risque de se transformer en terrain de règlement de comptes entre rivaux politiques du nord qui cherchent à étendre leur influence, estiment des experts.

Par Halim T.

Déchirée par des luttes de pouvoir et en proie à une insécurité chronique depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est dirigée par deux autorités rivales. A Tripoli, le gouvernement d'union nationale (GNA) soutenu par la communauté internationale fait face à l'hostilité d'un cabinet parallèle installé dans l'est du pays. L'Est est en grande partie contrôlée par l'Armée nationale libyenne (ANL) auto-proclamée du maréchal Khalifa Haftar.

Depuis une semaine, des affrontements opposent des forces de l'ANL à des groupes alliés au GNA autour de la base aérienne de Tamenhant, près de la ville de Sebha, à plus de 600 km au sud de Tripoli. Convoitée pour sa position stratégique,



PH: DF

cette base de 15 km² est la plus importante dans le sud de la Libye.

Elle est contrôlée par la milice de la «3^e Force» de Misrata (200 km à l'est de Tripoli), ville qui compte les groupes armés les plus puissants et les plus nombreux du pays. Elle a été bombardée par les forces aériennes de l'ANL qui a annoncé une offensive terrestre pour prendre le contrôle du site militaire. «L'ANL veut obtenir une victoire dans la région du Fezzan (nom historique de la région du sud) pour renforcer ses positions, et le GNA se mobilise pour prévenir

cela», explique à l'AFP l'analyste libyen Mohamad Eljarh. Dénonçant l'attaque, le GNA a précisé que les forces qui se trouvent à Tamenhant lui «appartiennent» et a annoncé une contre-offensive pour chasser l'ANL du Sud, confirmant ainsi pour la première fois un affrontement direct avec les forces de Haftar.

«Incontrôlable»

Mattia Toaldo, expert au Conseil européen des relations internationales, a affirmé à l'AFP craindre que des groupes armés

et des tribus du sud ne soient «pris entre le feu des combats», mettant en garde contre une situation qui deviendrait «incontrôlable». Mardi, les ambassadeurs des États-Unis, de la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France en Libye ont fait part de leurs inquiétudes, insistant sur la «différence» entre la lutte antiterroriste et les «actes susceptibles de conduire à une nouvelle détérioration de la situation», une allusion claire à l'offensive menée par Haftar qui a fait de la lutte antiterroriste son cheval de bataille. Les analystes estiment que Haftar, ne disposant pas des forces nécessaires dans le Sud, ne peut faire le poids face à ses rivaux.

Même si elles ont gagné en popularité auprès de différents groupes dans le Sud en leur dis-

tribuant des véhicules, «les forces de l'ANL demeurent militairement faibles face à la 3^e Force», note Claudia Gazzini, du International Crisis Group. De plus, alors que les liens économiques entre le Sud et la ville de Misrata sont «étroits», les Libyens du Sud redoutent «le gel des échanges commerciaux avec le nord», selon elle. Marginalisé, le sud libyen où l'État est quasiment absent, vit de la contrebande de marchandises, de drogue, d'armes et de trafic d'êtres humains. Des affrontements réguliers opposent des tribus de la région pour le contrôle de toute sorte de trafics très lucratifs aux frontières avec le Tchad, le Niger et le Soudan.

H. O./Agences

Sahara occidental

La situation des étudiants au Maroc relatée par un documentaire à Madrid

La situation des jeunes Sahraouis qui étudient au Maroc, leurs souffrances et leur résistance pacifique, leur attachement à l'autodétermination et à la liberté, ont été mis en exergue dans un court documentaire intitulé *Skeikima*, réalisé par l'Espagnole Raquel Larosa. Présenté récemment au Festival du cinéma documentaire, la vidéo -journalisme et les droits de l'homme à Madrid, ce court documentaire qui a reçu le prix du public tente de rendre visible la situation des jeunes étudiants sahraouis et leurs souffrances et difficultés dans les universités marocaines ainsi que leurs aspirations à la liberté de leur pays qui vit sous occupation illégitime par le Maroc depuis 1975, a indiqué la jeune réalisatrice. Cette occupation est également marquée par «la répression et la violation, en toute impunité, des droits de l'homme au Sahara occidental par l'occupant marocain qui refuse par ailleurs de construire des universités dans les zones sahraouies occupées», a-t-elle ajouté, avant de souligner que

les étudiants sahraouis ne cessent pas leur résistance et poursuivent toujours leur lutte pacifique pour parvenir à leurs droits notamment le droit à l'autodétermination. Le court documentaire de 15 minutes *Skeikima*, au nom d'une rivière de Laayoune occupée, présente des témoignages de jeunes étudiants sahraouis, garçons et filles, qui racontent avec détermination et beaucoup de volonté leur intention de poursuivre la lutte pacifique pour leurs droits légitimes mais également leurs ambitions et leur rêves de contribuer à la construction de leur pays, une fois libre. Pour la jeune réalisatrice espagnole, Raquel Larosa, qui est native de la ville de Huesca, et diplômée en communication audiovisuelle de l'université du roi Juan Carlos de Madrid, la rencontre avec la question du conflit du Sahara occidental s'est faite lors d'une conférence sur ce thème organisée à l'université quand elle était étudiante. «A partir de ce moment, j'ai commencé à me documenter pour comprendre mieux sur ce conflit», a-t-elle dit

avant de déplorer que l'information sur ce sujet est rare dans la presse espagnole. «Avec le temps, a-t-elle ajouté, j'ai découvert un conflit mis en sourdine et j'ai décidé de connaître la réalité par moi-même». En 2015, la jeune réalisatrice effectue un voyage au Sahara occidental en qualité d'observateur international des droits de l'homme mais elle a été empêchée de rentrer aux zones occupées et conduites par les forces de sécurité marocaines vers la ville d'Agadir, a-t-elle indiqué. A Agadir, elle commença le tournage de son court documentaire avant de revenir une seconde fois, pour mieux s'imprégner du sujet et terminer le tournage en dépit des difficultés dont elle a fait face, a-t-elle indiqué. Raquel Larosa a pris part au Festival international du cinéma du Sahara occidental (Fissahara) en 2016 et également au Festival international des films censurés au Pérou en 2017 et dans d'autres festivals destinés aux jeunes talents en Espagne.

Souad F./APS

Tunisie

«Journée de colère» d'étudiants tunisiens et appel à «une grève générale»

UNE «JOURNÉE de colère», marquée par un appel à une grève générale, a été observée vendredi par des étudiants tunisiens qui entendaient dénoncer des «violences policières» survenues trois jours plus tôt lors d'une manifestation à Tunis, a indiqué une source syndicale. A cette occasion, 200 à 300 manifestants ont participé à partir de la mi-journée à un rassemblement sur l'avenue Habib-Bourguiba, sous un important dispositif sécuritaire - une trentaine de cars de police au total y étaient stationnés -, selon des correspondants de presse sur place. Après avoir scandé des slogans devant le théâtre municipal, ils ont tenté de rejoindre le ministère de l'Intérieur, situé à proximité, mais ont été bloqués par les forces de l'ordre, d'après la même source. Un dirigeant de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET), Nidhal Khadraoui, avait auparavant indiqué que la «journée de colère» décrétée par le syndicat visait à dénoncer les «violences policières» ayant émaillé un sit-in mardi devant la présidence du gouvernement. Ce jour-là, «42 étudiants» en droit ont été blessés, «dont cinq grièvement», a-t-il affirmé, soulignant disposer de «photos et vidéos» montrant ces blessures. Ce sit-in étudiant était intervenu en réaction à un décret ministériel modifiant les conditions d'accès au concours d'entrée à l'Institut supérieur de la magistrature (ISM). Dans une déclaration à la radio privée Mosaïque FM, le ministre de l'Intérieur, Hédi Majdoub, a démenti toute violence de la part des forces de l'ordre, affirmant que les heurts de mardi avaient opposé deux groupes d'étudiants. «Aucune enquête n'a été ouverte sur ce sujet parce qu'il n'y a eu aucune agression sur les étudiants en droit de la part de l'institution sécuritaire», a-t-il dit.

R. M.



Pakistan

Huit inculpations pour le meurtre d'un étudiant connu pour ses opinions libérales

■ «Huit étudiants ont été présentés devant un tribunal antiterroriste de Mardan pour meurtre et atteinte à l'autorité de l'État», a déclaré à l'AFP le procureur Rafiullah Khan. Quatre autres étudiants ont été arrêtés hier, a-t-il précisé.

Huit Pakistanais ont été inculpés hier pour meurtre et terrorisme après le lynchage trois jours auparavant d'un étudiant connu pour ses opinions libérales dans une université du nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris auprès du parquet. Mashal Khan, étudiant en journalisme, avait été battu à mort jeudi par des centaines d'autres étudiants, selon des témoins et la police qui a procédé à douze arrestations et recherche d'autres suspects.

L'étudiant avait été dénué, frappé, blessé par balle et poussé du deuxième étage de sa résidence de l'université Abdul Wali Khan dans la ville conservatrice de Mardan.

«Huit étudiants ont été présentés devant un tribunal antiterroriste de Mardan pour meurtre et atteinte à l'autorité de l'État», a



déclaré à l'AFP le procureur Rafiullah Khan. Quatre autres étudiants ont été arrêtés hier, a-t-il précisé. Selon le ministre régional de l'Information de la province de Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest), Mushtaq Ghani, le

gouvernement a également demandé à la Haute cour de Peshawar d'ouvrir une enquête judiciaire. Le jour de sa mort, Mashal Khan avait été impliqué dans un débat houleux durant un cours, alors que des étudiants s'étaient auparavant plaints de ses idées libérales et laïques auprès de responsables de l'Université. Ce meurtre intervient après que les autorités pakistanaises ont donné de la voix ces

dernières semaines contre le blasphème. Cette question est très sensible au Pakistan, pays conservateur où critiquer l'islam est passible de la peine de mort. La Commission indépendante des droits de l'homme du Pakistan (Human Rights Commission of Pakistan, HRCP) a réclamé que toutes les personnes impliquées dans le meurtre soient jugées, dénonçant «l'échec abject de l'État à

protéger le droit de Mashal Khan à la vie».

«Si tous ceux qui ont joué un rôle quelconque dans le meurtre brutal de Mashal ne sont pas présentés à la justice, une telle barbarie ne peut que s'étendre», a prévenu la Commission. Vendredi à l'enterrement de son fils, le père de Mashal Khan a espéré que ce meurtre «permettrait aux gens de réaliser que tuer un innocent est un péché».

Au moins 65 personnes ont été assassinées par des milices des accusant de blasphème depuis 1990. Le mois dernier, le Premier ministre Nawaz Sharif a ordonné le retrait de tous les contenus blasphématoires des réseaux sociaux. La loi anti-blaspème est critiquée par les défenseurs des droits de l'homme, soulignant qu'elle est souvent détournée pour régler des différends personnels. Les libéraux accusent également les conservateurs de crier au blasphème pour faire taire leurs détracteurs.



Points chauds

Surprises

Par Fouzia Mahmoudi

Le premier tour de la présidentielle française se tient dans exactement une semaine, et tous les scénarios semblent possibles. Jamais une telle incertitude n'aura plané sur un scrutin présidentiel qui habituellement sert de tournoi entre la droite et la gauche chacun représenté par un «grand» candidat. Et si parfois le premier tour a réservé des surprises comme en 2002, cela était bien une surprise qui avait pris de court toute la France. Aujourd'hui, c'est un autre type de scénario qui se joue. L'un où tout peut arriver. Et si bien sûr Marine Le Pen et Emmanuel Macron sont en avance par rapport à Jean-Luc Mélenchon et François Fillon, rien n'est encore joué. C'est d'ailleurs cela que le candidat de la droite ne cesse de répéter. Les sondages ne sont pas l'élection et tout peut arriver. Néanmoins, il y a un candidat dont on doute tout de même qu'il arrive à accomplir des miracles dimanche prochain. Car si Fillon est à 18% et continue à croire, semble-t-il, en sa chance et en un sursaut des électeurs de droite, le candidat officiel de la gauche, Benoît Hamon, lui, est bien trop en retard pour espérer créer la surprise au soir du 23 avril. Largement distancé dans les sondages, il récuse une nouvelle fois l'hypothèse d'un «vote utile» pour contrer le Front national et accentue ses attaques contre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Crédité de moins de 10% des intentions de vote, le candidat socialiste à l'élection présidentielle déclare que «l'emballement final commence». «L'adversité me mobilise. Je finis la campagne en très grande forme», dit-il en se décrivant comme «un combattant». Alors que de nombreuses figures socialistes ont porté leur choix sur Emmanuel Macron pour contrer Marine Le Pen, le vainqueur de la primaire de la gauche se dit «confiant dans le fait que c'est l'intelligence et pas l'émotion ou les sondages qui guideront le choix des électeurs de gauche». «Que ce soit bien clair, je suis en campagne jusqu'au bout pour convaincre et éviter que les électeurs soient tentés de choisir un «bon candidat», alors que l'enjeu est de choisir un bon président», précise-t-il. D'autant plus que selon lui, si Marine Le Pen a «peu de chance» de remporter la présidentielle, l'accession à l'Élysée du candidat du mouvement En Marche ! se solderait à terme par un renforcement du Front national. «Avec Emmanuel Macron, les classes moyennes et populaires seront plus faibles dans cinq ans qu'elles ne le sont aujourd'hui», déclare-t-il. «Je ne vois pas en quoi cela fera baisser le FN quand ce type de programme fait grimper l'extrême droite partout en Europe», dit-il en ajoutant qu'«Emmanuel Macron n'est pas prêt à gouverner». Reste à savoir si les électeurs seront du même avis que lui et surtout s'ils seront prêts dimanche prochain à voter en ce sens, pour pourquoi pas, lui offrir une très improbable place au second tour de la présidentielle.

F. M.

Attentat de Dortmund

Le parquet examine une nouvelle revendication

Les autorités allemandes ont indiqué hier examiner une troisième revendication, parvenue au quotidien berlinois «Tagesspiegel», quatre jours après l'attentat contre le bus de l'équipe de football de Dortmund qui a fait deux blessés.

Le «Tagesspiegel» a révélé hier avoir reçu par mail une revendication liée cette fois apparemment à des cercles d'extrême droite et s'élevant contre le multiculturalisme tout en menaçant d'une autre attaque. «Nous avons la lettre de revendication. Nous l'examinons», a déclaré en se référant au courriel reçu par le Tagesspiegel la porte-parole du parquet fédéral, Frauke Koehler, précisant que son bureau «ne peut fournir d'évaluation pour le moment».

Le message reçu par le «Tagesspiegel» constitue la troisième revendication de l'attaque. Les enquêteurs ont indiqué explorer toutes les pistes.

Selon le ministre de l'Intérieur de la région de Dortmund (ouest de l'Allemagne), la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Ralf Jäger, «il peut s'agir d'extrémistes de gauche, d'extrémistes de droite, de fans violents ou d'islamistes».

La police s'est orientée vers la piste islamiste après la découverte sur les lieux de l'attaque d'une lettre en trois exemplaires



rédigée «au nom d'Allah» et appelant l'Allemagne à cesser de participer avec ses avions Tornado à la coalition internationale antijihadiste en Syrie. Mais l'authenticité de cette lettre n'est pas avérée. Les autorités ont déclaré jeudi qu'aucun élément ne permettait d'incriminer jusqu'à présent le principal suspect de l'attentat, un Irakien de 26 ans interpellé mercredi. Il a été placé en détention provisoire jeudi soir mais pour «appartenance au groupe État islamique» (EI) dans son pays d'origine en 2014-2015 et pour ses contacts avec cette organisation depuis l'Allemagne. Une deuxième revendication

venant apparemment de l'extrême gauche avait été effectuée au lendemain de l'attentat mais les enquêteurs ont rapidement mis en doute son authenticité.

Trois engins ont explosé mardi au passage du bus de l'équipe du Borussia Dortmund, juste avant un match de Ligue des Champions qui sera reporté au lendemain, blessant le défenseur international espagnol Marc Bartra ainsi qu'un policier et provoquant un effet de souffle d'une centaine de mètres. La nature «terroriste» de l'attentat ne fait aucun doute pour le parquet fédéral.



Peinture

Amar Briki dévoile son exposition «Fragments intimes»

■ Amar Briki célèbre le trait du peintre Amedeo Modigliani dans une série intitulée «Portrait de femmes», des portraits détachés et volontairement imprécis abordant, selon l'inspiration du moment, la femme comme modèle et comme perception.

Par Adéla S.

Une exposition de peinture, célébrant le trait et le graphisme à la croisée des chemins entre figuration et abstraction, a été inaugurée vendredi à Alger par le plasticien Amar Briki.

Intitulée «Fragments intimes» cette exposition organisée à la galerie d'art «Seen Art Gallery» explore des sujets et des objets, d'apparence ordinaire, avec une certaine redondance qui permet des variations infinies.

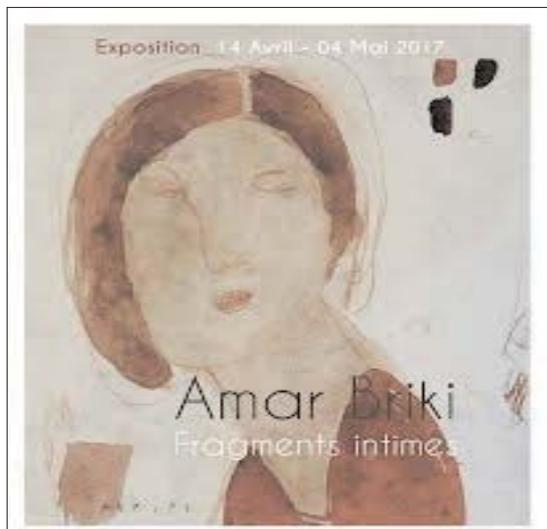
Amar Briki célèbre le trait du peintre Amedeo Modigliani dans une série intitulée «Portrait de femmes», des portraits détachés et volontairement imprécis abordant, selon l'inspiration du moment, la femme comme modèle et comme perception.

La répétition des sujets étant le caractère principal de cette exposition, le peintre propose une série de paysages imaginaires en petits formats, avec une palette dominée par les couleurs sombres (gris, vert et marron), traduisant des paysages linéaires aux formes à peine perceptibles sans pour autant reproduire des images existantes.

L'artiste aborde également des objets ordinaires, sublimés par le dessin et les éléments graphiques, dans des œuvres comme «Lit», «Chaussettes», «Bouteilles» ou encore «Pièce en terre cuite» où il dit représenter «l'image et la perception que l'on se fait de l'objet et non l'objet lui-même». Cependant trois grands formats cassent avec cette construction autour du dessin et

de l'objet, où Amar Briki revient au figuratif en explorant la ville d'Alger inspirée par d'anciennes images et cartes postales de la période coloniale, une manière de «mettre en avant la beauté de cette ville souvent perçue comme stressante et oppressante». Dans cette série l'artiste propose «La gare d'Alger», «Le port d'Alger» et «La place du cheval», des œuvres sur lesquelles il a également imposé le trait du timbre postal ou des dates.

Né en 1963 à Dellys, Amar Briki est diplômé de l'Ecole nationale des Beaux-arts d'Alger en 1986, il participe un an plus tard à un projet en hommage à Pablo Picasso intitulé «Bus peints». Il a participé à la triennale graphique de Cracovie (Pologne) en 1991 et au Festival des arts plastiques de Mahres



(Tunisie) en 1997 avant de prendre part à une résidence de création à Grenade en Espagne. Il a également exposé en Russie, en Italie et en France

entre 2010 et 2014. L'exposition «Fragments intimes» se poursuit jusqu'au 4 mai prochain à la galerie «Seen Art».

A. S./APS

Publications

Bel Horizon éditera un ouvrage sur le patrimoine de la ville d'Oran

L'Association Bel Horizon d'Oran prépare un ouvrage sur le patrimoine de la ville, qui sera édité au titre du projet patrimoine, financé par le ministère de la culture et l'Union euro-

péenne UE, a-t-on appris de cette association.

L'ouvrage, intitulé «Oran patri-moine» sera le premier titre d'une série Histoire civilisationnelle de la ville d'Oran qu'édite-

ra l'association, a indiqué son président Kouider Metair.

Cette publication, conçue pour être un outil de travail pour les chercheurs et un guide pour les touristes nationaux et étran-

gers, sera le fruit d'une collaboration de membres de l'association, d'hommes de culture, d'historiens, d'écrivains, d'architectes et autres passionnés de l'histoire de la ville.

La publication de cet ouvrage, prévue en octobre prochain, vise à mettre en évidence le patrimoine matériel et immatériel de la capitale de l'Ouest du pays ainsi que son histoire.

Par ailleurs, dans le cadre du projet Patrimoine, l'association Bel Horizon procède actuelle à la formation d'intermédiaires du patrimoine. Trente étudiants en première année master du département d'architecture de l'USTO bénéficient de cette opération lancée depuis un an.

Cette formation qui se poursuivra jusqu'à octobre prochain, porte sur un volet théorique dédié à la connaissance des chartes internationales concernant le patrimoine ainsi que la réglementation nationale et le cadre juridique portant sur la préservation, la protection et la valorisation du patrimoine. Un volet pratique est prévu dans cette formation et consistant en des sorties sur le terrain au niveau des sites archéologiques et historiques de la région.

Hafida Ch.

Azzedine Mihoubi :

L'Etat protège et préserve le patrimoine matériel et immatériel

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a affirmé jeudi au Conseil de la nation, en réponse à une question orale concernant le site historique Hippone à Annaba, que «l'Etat protège et préserve le patrimoine matériel et immatériel».

«L'Algérie comme d'autres pays de la Méditerranée recèle de nombreux vestiges romains», dont «200 sites archéologiques à Annaba seule relevant des ministères de la Culture et des Affaires religieuses et des wakfs», a indiqué le ministre devant le Conseil de la nation lors de d'une séance consacrée aux questions orales sous la présidence de Abdelkader Bensalah.

Pour M. Mihoubi, la protection du patrimoine et sa promotion sont des missions auxquelles l'Etat s'attelle, précisant que plus de 1 000 agents de sécurité relevant de l'Office national de la protection des biens culturels sont en charge de cette mission.

«L'aménagement des sites archéologiques exige la mobilisation des moyens, des enveloppes financières et des expertises en matière de protection et d'aménagement», a-t-il reconnu.

«Des sessions de formation sont organisées dans le cadre d'un partenariat avec des étrangers» parmi lesquels, des Allemands pour l'aménagement du musée de Chercell

et des Turcs pour la restauration de la mosquée Ketchaoua, a révélé M. Mihoubi.

Le ministre de la Culture a fait savoir, dans ce sens, que «les fouilles archéologiques se poursuivent au niveau de plusieurs sites romains et numides notamment les pyramides de Tiaret».

Il a souligné également la nécessité de «faire de ces sites archéologiques une ressource économique et touristique en octroyant des concessions pour leur exploitation», ajoutant que «la mission de promotion incombe au ministère du Tourisme».

Maya T.

Concours de l'Eurovision

Le Kremlin «regrette» l'exclusion de la Russie

Le Kremlin a «regretté» l'exclusion de la Russie du concours de l'Eurovision annoncée la veille par les organisateurs à cause d'un différend entre Moscou et Kiev sur le choix de la candidate russe.

«Nous regrettons que les organisateurs de l'Eurovision aient été incapables de respecter leurs propres règles et d'obliger un pays (l'Ukraine, ndr) à respecter également ces règles», a déclaré aux journalistes la porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

L'Union européenne de radio-télévision (Eurovision ou UER) qui organise la compétition a

annoncé jeudi soir que la Russie «ne sera pas en mesure de prendre part à la compétition cette année» après la décision de la télévision russe de ne pas retransmettre le concours.

Kiev, qui organise en mai l'édition 2017 de l'Eurovision, a interdit pour trois ans à la candidate représentant la Russie, la chanteuse Ioulia Samoïlova, d'entrer en Ukraine en raison d'un concert qu'elle avait donné en juin 2015 en Crimée, après l'annexion de cette péninsule ukrainienne par la Russie.

L'Eurovision a d'abord tenté de régler le problème en proposant à la chaîne de télévision

russe Pervyi Kanal de faire participer M^{me} Samoïlova par satellite, mais cette proposition a été rejetée par la chaîne, tout comme celle de changer de candidate.

Les organisateurs ont alors menacé d'exclure l'Ukraine de futures compétitions si le pays persistait dans son refus d'accepter Mme Samoïlova, sans réussir à convaincre Kiev de changer d'avis.

Jeudi, Pervyi Kanal a annoncé qu'elle ne diffusera pas le concours de l'Eurovision. «Pervyi Kanal considère que le refus des autorités ukrainiennes est sans fondement. C'est une tentative de l'Ukraine de politiser

la compétition», a déclaré une présentatrice de cette chaîne publique lors du journal télévisé. «Dans la situation actuelle, Pervyi Kanal ne considère pas possible de diffuser l'Eurovision 2017», a-t-elle ajouté.

Or la diffusion par une chaîne nationale du concours de chant est un prérequis de la participation de tout pays, a rappelé l'UER jeudi dans un communiqué. «Malheureusement, cela signifie que la Russie ne peut plus participer à la compétition de cette année», ont déclaré les organisateurs de l'Eurovision.

R. C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maamar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témelym, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.



Coup-franc direct

L'expérience vaut-elle la peine ?

Par Mahfoud M.

Daucuns semblent surpris par la nouvelle orientation de la Fédération algérienne de football qui s'est orientée maintenant sur l'école espagnole en désignant un ibérique à la tête des Verts avec la nomination de Alcaraz. Kheireddine Zetchi a carrément dribblé tout son monde en optant pour cette école qu'il connaît parfaitement lui qui a l'habitude de s'y rendre avec son école de formation qui prend part régulièrement à des tournois internationaux notamment à Villaréal, d'où il a démissionné son actuel coach avec lequel il a réussi la montée en Ligue I. Réussira-t-il les mêmes performances avec ce technicien à la tête de l'EN ? L'expérience vaut-elle d'être vécu ? Personne ne le sait vraiment tant que ce dernier n'a pas entamé sa tâche, sachant que seul le terrain déterminera si cet entraîneur a vraiment les qualités requises pour prendre en main l'EN ou pas. Il ne sert à rien de polémique maintenant et de dénigrer le choix de la FAF tant que ce dernier n'a pas entamé sa mission. Certes, c'est la première expérience de l'Espagnol à la tête d'une sélection nationale mais cela ne veut pas dire qu'il est déjà voué à l'échec, car de nombreux coaches qui entamaient leur carrière à la tête de sélections nationales ont surpris tout le monde. Il n'y a qu'à voir ce qu'a fait le Français, Hervé Renard qui, il y a quelques années, était un novice avec les sélections mais cela ne l'a empêché ensuite de devenir l'un des meilleurs coaches du Continent Noir en remportant le titre suprême avec deux sélections différentes, la Zambie et la Côte d'Ivoire tout récemment. **M. M.**

Jeux Olympiques 2020 (préparation) Une délégation d'athlètes nationaux à l'INSEP de France

UNE DÉLÉGATION d'athlètes olympiens algériens, conduite par Abderrahmane Hammad, président de la commission des athlètes au sein du Comité olympique et sportif algérien (COA), effectue une visite de travail à l'Institut National des Sports, de l'expertise et de la préparation de France (INSEP), a-t-on appris vendredi auprès de l'instance olympique algérienne. Au cours de sa visite, inscrite dans le cadre de la préparation des prochains échelons sportives internationales, principalement les Jeux Olympiques de Tokyo-2020, la délégation du COA a eu, jeudi à Paris, des entretiens avec les responsables de l'Institut français, à leur tête son directeur général. Au cours

de ces entretiens qui se sont déroulés dans un climat convivial, les deux parties ont abordé les questions ayant trait à la préparation des athlètes de haut niveau, le double projet sportif, l'apport de l'expertise étrangère, la formation et la reconversion des athlètes de haut niveau, et enfin le soutien à la préparation des équipes nationales des sports collectifs. Par ailleurs, la délégation du COA a visité les installations d'entraînement, d'hébergement, de restauration, médicales, de prophylaxie et de récupération et s'est informée sur leur mode d'organisation et de gestion. Des échanges fructueux qui ont eu lieu ont permis d'entrevoir la signature prochaine de conventions.

3^e édition du tour national cycliste à Mostaganem Belmokhtar et Cheblaoui l'emportent

LES CYCLISTES Belmokhtar Abdelkader (seniors) du GS Pétroliers et Cheblaoui Oussama (juniors) du club Lions de l'Atlas Blidéen ont remporté vendredi, la seconde étape de la course sur route de la 3^e édition du tour national cycliste, disputée sur une distance de 105 kilomètres de Mostaganem à Sidi Ali. Belmokhtar a franchi la ligne d'arrivée au sprint avec un temps de 2h 30.44 devant ses coéquipiers Azzedine Lagab et Hamza Mehdi.

Cette étape a été nettement dominée par les coureurs du GSP chez les seniors, grâce à une stratégie d'équipe qui a apporté ses fruits. Chez les juniors, la première place est revenue à Cheblaoui Oussama du club Lions de l'Atlas Blidéen avec un temps de 2h 30,44 devant Mensouri Hamza du VC Sovac et Merdj Aymen de l'IRB El Kantra de Biskra avec un temps de 2h 32,29.

Ce rendez-vous sportif national a été jugé d'un niveau technique «appréciable» par les spécialistes de la petite reine, présents à Mostaganem, qui ont félicité les organisateurs pour le bon déroulement de cette compétition.

Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la ligue wilaya de cyclisme en collaboration la Fédération algérienne de cyclisme regroupe 110 coureurs cyclistes des catégories juniors et seniors, issus de 12 clubs représentant sept wilayas du pays.

La première étape de cette compétition du contre la montre disputée, hier sur un circuit de 1,6 km, de la commune de Oureah à Douar Blidia a vu la victoire de Abderrahmane Manssour du Vélo Club Sovac chez les seniors, et Cheblaoui Oussama du Club Lions de l'Atlas Blidéen en juniors.

Coupe de la Confédération africaine Les Canaris croient en l'exploit

■ La JS Kabylie, qui aborde cet après-midi, la manche retour des huitièmes de finale-bis de la Coupe de la Confédération africaine face aux Congolais du TP Mazembé au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou croit en l'exploit.

Par Mahfoud M.

Battus sur le score de deux buts à zéro à l'aller à Lubumbashi par l'ogre du continent africain, les Canaris pensent que tout n'est pas perdu et qu'ils peuvent remonter ce score tout comme ils l'avaient fait lors du tour préliminaire face à la formation du Monrovia. Toutefois, tout le monde sait que la formation libérienne n'a pas le calibre du Tout Puissant Mazembé qui est un grand d'Afrique qui a remporté de nombreux titres africains ces dernières années. La mission s'annonce donc compliquée pour les coéquipiers de Rial qui devraient puiser dans les plus profonds de leurs ressources pour venir à bout de cette redoutable formation et qui vient à Tizi avec l'ambition de conforter le résultat du match aller et donc d'arracher le billet de qualification pour la phase des poules de la C2. Le président Hannachi, qui croit lui en son équipe, tente de pousser ses joueurs à donner le meilleur d'eux-mêmes et a réservé une prime de 20 millions de centimes en cas de qualification en phase des poules, ce qui devrait inciter ces derniers à ce donner à fond pour réussir cet



Les Kabyles prêts à relever le défi

objectif difficile. Les Kabyles devraient se présenter avec un effectif presque au complet, d'autant plus que les éléments qu'on pensait blessés, à l'image de Mebarki et Raïah devraient être de la partie, eux qui avaient été appelés par le staff technique parmi le groupe qui disputera le match aujourd'hui. Néanmoins, le premier responsable du staff technique décidera de l'opportunité de les aligner à quelques heures de la rencontre. Les joueurs restent confiants quant à la possibilité de passer. C'est le cas de l'attaquant, Redouani, qui indique que tout le monde est conscient de la tâche qui les attend et que la qualification n'est pas encore acquise pour les Congolais. «Nous avons

encore des chances de passer. Je vous assure que nous sommes déterminés à renverser la vapeur. Ce n'est pas une mission impossible», dira le joueur des Canaris qui s'attend à ce que le match soit serré mais que ces coéquipiers se donneront à fond pour travailler la faille. Côté congolais, et même s'ils restent prudents, les joueurs du TPM sont prêts à se donner à fond pour passer au deuxième tour et confirmer le succès du match aller. «L'avantage de l'aller est considérable mais pas suffisant», dira Meschak Elia, l'attaquant des Corbeaux qui estime qu'il faut se donner à fond pour valider la qualification à la phase des poules.

M. M.

Ligue 2 Mobilis

La 28^e journée le samedi 22 avril

La 28^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football se jouera le samedi 22 avril, a annoncé vendredi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Deux

billets d'accession en Ligue 1 sont en jeu après la montée assurée du Paradou AC qui a survolé la compétition depuis pratiquement le début de la saison. En bas du tableau, plusieurs

équipes jouent leur survie à l'image de l'AS Khroub (15^e, 24 pts) le WA Boufarik (14^e, 28 pts) ou encore le GC Mascara (13^e, 32 pts).

Championnats d'Afrique 2017 de judo (1^{re} journée)

L'EN prend la première place

La sélection algérienne (messieurs / dames) de judo avec un total de dix médailles (3 or, 4 argent et 3 bronze), s'est provisoirement emparée de la première place aux Championnats d'Afrique 2017 actuellement en cours à Madagascar, à l'issue de la première journée de compétition, disputée vendredi dans la capitale Antananarivo. Les trois médailles d'or algériennes ont été l'œuvre de Meriem Moussa (-52 kg), Houd Zourdani (-66 kg)

et Nadjib Temmar (Open), au moment où Mohamed Rebahi (-60 kg), Wali Ezzine (-66 kg), Ratiba tariket (-57 kg) et Sonia Asselhal (Open) ont pris l'argent. La moisson des «Verts» a été bonifiée par trois médailles de bronze, l'œuvre de Belkadi Amina (-63 kg), Faïza Aissahine (-52 kg) et Djeddi Oussama (-73 kg). Belkadi avait pourtant commencé par se faire éliminer dès le 2^e tour, contre la Camerounaise Dombeu Wezeu, mais elle a reçu une seconde

chance au repêchage et elle l'a parfaitement saisie, en battant respectivement l'Angolaise Priscilla Marta et la Camerounaise Bibienne Fopa, pour prendre le bronze. A l'issue de cette première journée de compétition, l'Algérie est temporairement en tête avec 10 médailles (3 or, 4 argent et 3 bronze), devant la Tunisie (2 or, 2 argent) et le Maroc (1 or, 4 bronze). L'Algérie participe à cette compétition, organisée du 14 au 16 avril à Antananarivo, avec 18 athlètes: neuf messieurs et autant de dames. Au total, ils sont 188 athlètes (113 messieurs et 75 dames) de 22 pays à prendre part à ces championnats d'Afrique. L'Algérie, le Cameroun et Madagascar sont les nations les mieux représentées dans ce tournoi, avec une vingtaine d'athlètes chacune, au moment où le Ghana n'a engagé qu'un seul athlète, ce qui en fait la nation la moins bien représentée.

Coupe d'Algérie de volley-ball (demi-finales) Le NRBB et l'OMKM animeront la finale

LE NR Bordj Bou Arreridj et l'OMK El-Milia se sont qualifiés pour la finale de la coupe d'Algérie de volley-ball, seniors messieurs, en s'imposant respectivement devant le GS Pétroliers (3-0) et le MB Béjaïa (3-1), en demi-finales disputées vendredi.

Le NR Bordj Bou Arreridj, tenant du titre, disputera sa

dixième finale consécutive après avoir dominé les Pétroliers en remportant les 3 sets sur les scores de (25-23, 26-24, 26-24). De son côté, l'OMK El-Milia révélation de la saison en cours, qui disputera sa première finale de coupe d'Algérie, a battu le MB Béjaïa sur les scores de (18-25, 25-22, 26-24, 25-20).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la circulation

11 morts et 23 blessés en deux jours

ONZE personnes ont été tuées et 23 autres blessées, dans 13 accidents de la circulation, survenus entre jeudi et samedi, au niveau de plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public samedi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Nâama, avec une personne décédée et deux autres blessées suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur le RN 6, dans la commune et daïra du chef-lieu de la wilaya de Nâama, a précisé la même source. Par ailleurs, les services de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage. Il s'agit de 3 personnes incom-

modées par le CO2 dans la wilaya de Blida, 2 personnes dans la wilaya de Naama, a précisé la même source, ajoutant que les victimes ont été traitées sur place par les éléments de la Protection civile puis transférées dans un état «satisfaisant» vers l'hôpital. Selon un bilan des deux derniers jours, arrêté samedi à 08 heures (les dernières 48 heures), les unités de la Protection civile ont enregistré 5 143 interventions, dans différents types d'interventions, pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité, a relevé le communiqué de la Protection civile.

O. N.

Transfert/ Naples

Ghoulam intéresse l'Athletico Madrid

L'ATHLETICO MADRID (Liga espagnole), serait intéressé par les services de l'international algérien Faouzi Ghoulam, sociétaire de Naples (Serie A italienne), rapporte samedi le journal français le «Figaro».

Une offre de 20 millions d'euro aurait été proposée par le club de la capitale espagnole aux dirigeants napolitains, selon la même source.

Outre le club espagnol, l'ancien joueur de Saint-Etienne est

sur les calepins de nombreux grands d'Europe, entre autres l'Olympique de Marseille, Paris Saint-Germain (championnat français) et le Bayern Munich (championnat d'Allemagne).

Sous contrat avec le club napolitain jusqu'en juin 2018, Ghoulam qui évolue au club de Serie A depuis 2014, refuse de prolonger son contrat avec Naples. Il est plus que jamais sur le départ au terme de cette saison.

R. S.

Handisport/Meeting international de Tunis

14 médailles dont 5 en or pour l'Algérie

LES ATHLÈTES de la sélection algérienne handisport ont récolté 14 médailles dont 5 en or au terme de la 2^e journée du 1^{er} meeting international de Tunis disputé vendredi au stade de Radès. Les Algériens qui comptent également 5 médailles en argent et 4 en bronze, occupent provisoirement la 3^e place au tableau derrière la Tunisie (24 or,

21 argent, 17 bronze) et le Maroc (5 or, 5 argent, 5 bronze). Ce rendez-vous prend fin samedi avec le déroulement des épreuves de la 3^e et dernière journée. Dix-huit pays prennent part au rendez-vous de Tunis, et un total de plus de 200 athlètes (hommes et femmes) prennent part à cette compétition, selon le comité d'organisation.

L. M.

Turquie

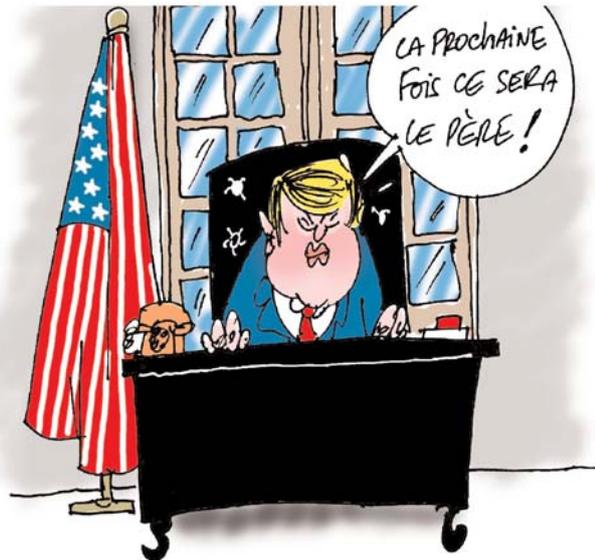
34 membres de la rébellion du PKK tués

TRENTE quatre éléments de la guérilla du Parti du travail du Kurdistan (PKK) ont été tués cette semaine lors des opérations sécuritaires menées en Turquie, selon un bilan hebdomadaire de l'état-major des forces armées turques (TSK). Les forces de sécurité ont éliminé 29 membres du PKK dans le Sud et le sud-est du pays dont 5 cadres, a ajouté la même source, qui a fait état de la saisie de 63 engins explosifs improvisés, neuf lance-roquettes, 54 fusils, deux mitrailleuses et 21 pistolets ainsi que des équipements de fabrication de bombes. Les forces de sécurité ont également

détruit 44 abris de la rébellion et tué cinq autres rebelles vendredi qui tentaient de s'infiltrer dans des postes de sécurité dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Iran et l'Irak, a indiqué la TSK. Deux membres des forces de sécurité turque ont été tués vendredi dans la province orientale de Van quand des rebelles du PKK ont fait exploser un dispositif installé au bord de la route tuant un militaire et un gardien de village (milice de plusieurs milliers de kurdes employée par Ankara pour protéger la population locale et combattre le PKK).

R. I

Largage de la «mère de toutes les bombes» aurait fait 92 morts dans les rangs des djihadistes en Afghanistan



Loumis

Djalou@hotmail.com

F. Houria alias «Aïcha»

Le cadavre de la terroriste découverte à Skikda

■ Le cadavre de la terroriste dénommée F. Houria alias «Aïcha», veuve du terroriste F. Bouazza, abattu en juillet 2016, a été découvert vendredi à Skikda, par un détachement de l'Armée nationale populaire, a annoncé samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«D ans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert le 14 avril 2017, dans la forêt de Skikda, le cadavre de la terroriste dénommée F.Houria alias "Aïcha", veuve du terroriste F. Bouazza abattu lors d'une opération des éléments de l'ANP durant le mois de juillet 2016 et sœur de la ter-

roriste F. Nadia alias "Yousra", épouse du terroriste "G. Fouad", alias "Salah", arrêté le 10 avril 2017 avec sa famille», a précisé la même source. Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé à Tlemcen, 4 narco-trafiquants et saisi 12 kilogrammes de kif traité et 4 véhicules, a relevé la même source, ajoutant qu'à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar un détache-

ment de l'ANP a arrêté un contrebandier et saisi 7 détecteurs de métaux.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP et des éléments de la GN ont intercepté dans des opérations distinctes menées à Adrar, El Oued et Illizi, 43 immigrants clandestins de différentes nationalités. A Annaba, des unités des gardes-côtes ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de 11 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale.

S. O./APS

Forces navales: visite guidée à l'Amirauté

Sortie en mer au profit de groupes d'écoliers

UNE VISITE guidée aux sites historiques, sis à l'Amirauté, siège du Commandement des Forces navales ainsi qu'une virée marine à bord du remorqueur de Haute-mer «El Moundjid», ont été organisées samedi par le Commandement des Forces navales au profit d'associations nationales et établissements scolaires, indique le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué.

«A l'occasion de la journée du savoir, coïncidant avec le 16 avril de chaque année, et afin de satisfaire au désir de nos enfants de connaître de près nos Forces navales, le Commandement des Forces navales, a organisé le 15 avril 2017, une visite guidée aux

sites historiques sis, à l'Amirauté, siège du Commandement des Forces navales chahid Souidani Boudjemaa, ainsi qu'une virée marine à bord du remorqueur de Haute-mer "El Moundjid", précise la même source.

A l'entame, les invités représentés par près de 500 enfants relevant de différentes associations et structures civiles, ainsi que des établissements scolaires, ont visité des monuments historiques que compte l'Amirauté et ont bénéficié d'une sortie en mer et apprécié une ballade sur la baie d'Alger à bord du remorqueur de haute-mer «El Moundjid», où ils ont eu d'amples explications sur ce navire, ses compartiments, ses

missions et ses domaines d'intervention, ajoute-t-on.

La visite s'est clôturée par une photo de groupe et des cadeaux souvenirs des Forces navales aux invités, qui «ont exprimé leur joie et gratitude pour l'accueil que le Commandement des Forces navales leur a réservé».

«Ces visites et sorties en mer s'inscrivent dans le cadre des traditions humanitaires qui caractérisent les forces navales et les différentes composantes de l'Armée nationale populaire (ANP) qui veille à capitaliser et consolider le lien avec la jeunesse de la nation, pilier de l'avenir», conclut le communiqué du MDN.

Kheilil Y.